



Les Carnets
du
Parti
Humaniste

Textes et réflexions des membres et amis du PH

N°1

**LE DROIT
A LA REBELLION
ET LA LUTTE
NON-VIOLENTE**

par Guillermo Alejandro Sullings

SOMMAIRE

	page
NOTE DE L'AUTEUR.....	3
INTRODUCTION.....	4
LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME EN DEMOCRATIE	5
LA BUREAUCRATISATION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME	6
L'ACTION DIRECTE – ACTION ET REACTION	7
LA MARGINALISATION.....	8
LE ROLE DE L'ETAT	9
L'ETAT ET LA GLOBALISATION	10
QUE FAIRE ALORS ?	11
L'ESCALADE DE LA VIOLENCE EST UNE VOIE SANS ISSUE	12
LE NON SENS DE L'ACTION VIOLENTE	13
LA LUTTE NON VIOLENTE A L'INTERIEUR D'UN SYSTEME DEMOCRATIQUE.....	14
LE DROIT D'AUTRUI ET LA LUTTE NON VIOLENTE	15
LA METHODOLOGIE DE LA NON VIOLENCE ACTIVE.....	16
QUELQUES CONCEPTS THEORIQUES SUR LA LUTTE NON-VIOLENTE	17
LES METHODE DE L'ACTION NON VIOLENTE.....	17
LES POSSIBILITES DE LUTTE NON VIOLENTE DANS LE MONDE	19
LES TACTIQUES DE LA NON VIOLENCE ADAPTEES A L'EPOQUE ACTUELLE	20
SYNTHESE	21

NOTE DE L'AUTEUR

L'objectif de ce simple et modeste écrit n'est pas d'analyser en profondeur la problématique de la marginalisation et de la lutte non-violente. Il faudrait pour cela consulter les spécialistes. Nous prétendons aborder quelques concepts, dans le langage le plus simple possible, afin d'être compris par les principaux destinataires : les exclus de la société et toute personne qui se solidarise avec la lutte pour les Droits Humains.

Je dois préciser qu'en qualité d'humaniste je considère que la violence est à rejeter, quelles que soient les circonstances. La lutte non-violente n'a aucunement besoin d'être justifiée face à l'inutilité de la lutte violente. Cependant, dans quelques passages de ce travail, je mets en exergue le problème de l'usage de la violence, parce que beaucoup de gens ayant du cœur tombent dans le piège du système qui les pousse à aller sur le terrain de la lutte violente.

Il y a beaucoup à dire et à passer en revue sur la façon dont la lutte doit être menée afin de se rebeller face aux conditionnements d'une société qui exclut chaque jour plus de gens. J'espère que ce modeste travail pourra contribuer à poser une pierre.

Les concepts énoncés ici, à l'exception des citations, constituent mon opinion personnelle et ne doivent pas être interprétés comme émanant d'une organisation particulière. En outre, je crois cohérent d'éclaircir le lecteur sur ma complète adhésion à la philosophie et au projet du Mouvement Humaniste, auquel je participe activement depuis plusieurs années. Ainsi, extrait de sa large bibliographie, j'ai puisé les concepts suivants :

“ Les Droits de l'homme ne sont pas en vigueur universellement comme il serait souhaitable parce que ils ne dépendent pas du pouvoir universel de l'être humain mais du pouvoir d'une partie sur le tout ; et si les plus élémentaires demandes à disposer de son propre corps sont piétinées sous toutes les latitudes, alors nous pouvons seulement parler d'aspirations que l'on devra transformer en droit. Les Droits de l'homme n'appartiennent pas au passé, ils sont là-bas dans le futur, aspirant l'intentionnalité, nourrissant une lutte qui se ravive à chaque nouvelle violation du destin de l'homme. Par conséquent, toute réclamation qui se fait en leur faveur a un sens parce qu'elle montre aux pouvoirs actuels qu'ils ne sont pas tout puissants et qu'ils n'ont pas le contrôle du futur. ” (Silo : Humaniser la Terre – “ Le paysage humain, Chapitre X).

“ Tant que l'être humain ne réalisera pas pleinement une société humaine, c'est-à-dire une société où le pouvoir réside dans le tout social et non dans une partie – qui soumet l'ensemble et le considère comme objet – toute activité sociale se réalisera sous le signe de la violence. Aussi, quand on parle de violence, il faut mentionner le monde institué ; et si on oppose à ce monde une lutte non-violente, on doit souligner en premier lieu qu'une attitude est non-violente parce qu'elle ne tolère pas la violence. De sorte qu'il ne s'agit pas de justifier un type déterminé de lutte, mais de définir les conditions de violence que ce système inhumain impose. ” Silo – Le Paysage Humain, chapitre IX).

“ Les humanistes ne sont pas violents mais, par-dessus tout, ils ne sont pas lâches et ne craignent pas d'affronter la violence, car leur action a un sens. Les humanistes relient leur vie personnelle et leur vie sociale. Ils ne posent pas de fausses antinomies et c'est en cela que réside leur cohérence. ” (Silo – Lettres à mes Amis, sixième lettre).

“ Le Nouvel Humanisme s'efforce de réduire la violence à son expression minimum, de la dépasser complètement dans le futur et d'orienter vers la voie de la non-violence créatrice, toutes méthodes et formes pour résoudre antagonismes et conflits ”. (Silo – Dictionnaire du Nouvel Humanisme.).

INTRODUCTION

Il semblerait que la société actuelle se trouve engagée dans une voie sans issue : alors que les gouvernements démocratiquement élus se succèdent, le désaccord entre les personnes et leurs gouvernements augmente.

Le paradoxe d'une démocratie formelle, où il semble que nous choisissons entre plusieurs options mais où finalement gouverne toujours le même pouvoir, nous plonge dans l'impuissance. Des millions d'êtres humains sont exclus du système, sombrant dans le chômage et l'exclusion sans qu'apparemment, on ne puisse faire quelque chose pour changer le cours des événements.

Pendant que l'impuissance grandit en chacun des êtres humains abandonnés à leur sort, la réponse de l'Etat est toujours la même : " Le problème est insoluble, la globalisation est la plus forte, ça va s'arranger,..." ". L'impuissance semble teinter la société entière, qui, parfois explose de façon cathartique lors de conflits sociaux isolés et désordonnés, sans que cela ne change les choses. Alors que le pouvoir économique continue de se concentrer et que les peuples continuent de s'appauvrir, la banque persiste à nous dépouiller avec des taux usuriers et les multinationales dévorent tout sur leur passage.

Dans une société qui nous enseigne que nos droits se terminent là où commencent ceux des autres, nous voyons augmenter les droits de ceux qui possèdent le plus, tandis que les nôtres se réduisent de façon drastique ; au point que les droits fondamentaux tels que le droit au travail, au logement, à la santé et à l'éducation, ne sont même plus respectés. Et tout semble fonctionner à l'intérieur d'un cadre de légalité, avec des institutions démocratiques reconnues.

On nous tape sur l'épaule et on nous dit que nos réclamations sont valables mais qu'il faut attendre, que tout cela va être résolu. Pendant ce temps, les poches des fonctionnaires se remplissent et les banques et multinationales accumulent le pouvoir.

Tout cela est légal ; la perte de nos droits est légale et l'on ne peut rien faire, sauf attendre le prochain gouvernement qui, certainement, fera de même. Quelque chose ne fonctionne pas ; on ne nous a pas tout dit lorsqu'on nous a lu nos droits, pendant que l'on nous mettait au banc de la société.

On ne nous a pas dit que lorsqu'un être humain - qu'il vive sous une dictature ou en démocratie - est dépouillé de son droit au travail, de son droit à la santé, de son droit à l'éducation et à un logement décent, lorsqu'il n'a plus aucun de ces droits, qu'il lui reste alors le dernier droit qu'on ne peut lui ôter : LE DROIT A LA REBELLION. Une rébellion sans violence, organisée et intelligente, où la force réside dans l'esprit de ceux qui luttent pour une cause juste ; une rébellion qui utilise les méthodes de la lutte non-violente active pour changer le cours des choses. Changer le cours des choses signifie commencer à lutter contre le pouvoir réel, c'est-à-dire le pouvoir économique.

LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME EN DEMOCRATIE

Depuis longtemps, nombreux sont les cas de violation des Droits de l'Homme dans les démocraties, qu'il s'agisse d'emprisonnement, de torture ou d'assassinats. Nous ne nous référerons pas à ces droits clandestinement violés. De toutes façons, l'idée même que les démocraties les divulguent, est incompatible avec l'image publique qu'ils veulent donner. Nous parlerons de ces autres Droits de l'Homme qui, outre le fait de faire partie intégrante de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme signés en 1948, sont rarement considérés comme tels : le droit à la santé, à l'éducation, au travail, à un logement digne. Ces droits sont continuellement niés et violés, de façon totalement désinvolte, à l'intérieur d'un cadre légal.

A la question : " Un gouvernement démocratiquement élu peut-il violer les Droits de l'Homme ? ", la réponse immédiate des gens serait : " Non, mais parfois les limites sont floues, tout comme le sont les droits.

Si dans un pays où existent des haines raciales, un parti représentant l'une des ethnies proposait de ré instaurer l'esclavage, au détriment de l'ethnie adverse et gagnait les élections démocratiques, il serait évident pour tous qu'une telle proposition ne pourrait être légitimée par le simple fait d'avoir l'aval du vote de la majorité. Si le parti au pouvoir insistait pour faire passer une loi de ré instauration de l'esclavage, cette loi serait légale mais non légitime car elle porterait atteinte au droit à la liberté des personnes. Dans ce cas, les citoyens victimes de cette loi auraient complètement le droit de se rebeller contre sa mise en place.

Cet exemple sur la violation de l'un des droits de l'homme, qui pour nous est tellement évident aujourd'hui, ne l'était pas il y a seulement deux siècles. L'humanité considérait alors l'esclavage comme une institution légitime depuis des millénaires. La vision rétrospective transforme en coutumes incompréhensibles des usages qui, en d'autres temps, pas si lointains, étaient considérés comme normaux et admis.

Combien de choses que nous considérons aujourd'hui comme normales, deviendront incompréhensibles pour nos petits-enfants ?

L'acceptation de l'opulence de quelques uns à côté de la misère d'un très grand nombre est-elle normale simplement parce qu'elle répond aux règles du capitalisme ?

L'acceptation de la fatalité d'une mortalité infantile due à des causes prévisibles pendant que des politiciens fanfarons font la " Une " des magazines à la mode est-elle normale ?

La contradiction d'une démocratie formelle par laquelle le peuple élit ceux qui, la minute d'après l'ignorent, est-elle normale ?

Combien de choses qui arrivent aujourd'hui, considérées comme des fatalités, seront vues un jour telles qu'elles sont : des violations de droits déguisés en " us et coutumes acceptés " !

Si aujourd'hui on frappait à notre porte en nous disant que nous sommes des esclaves et que l'on essayait de nous enchaîner, nous nous révolterions probablement de toutes nos forces et nous recevrons l'aide de nos voisins et amis face à une telle atteinte. Nous nous révolterions certainement également si l'on nous obligeait à nous marier avec une personne que l'on n'aime pas ou à voter pour quelqu'un que nous n'apprécions pas.

Alors pourquoi ne nous rebellons-nous pas lorsque l'on nous laisse sans travail, sans subsistance pour faire vivre notre famille ou lorsque nous n'avons pas de logement ou encore lorsque nous tombons malade et ne recevons pas les soins appropriés ?

Pourquoi croyons-nous que nous demandons une faveur lorsque nous revendiquons pour nos droits. Pourquoi allons-nous jusqu'à croire que nous commettons un délit si nous

revendiquons, hors du cadre imposé par une loi rédigée par ceux-là mêmes qui violent nos droits ?

Manquons-nous d'éclaircissement à propos de nos droits ?

Ce qui est accepté par la majorité nous fait-il sentir l'impuissance à réclamer ce que nous croyons juste ?

Arrivons-nous à faire la relation existant entre les actes du pouvoir établi et nos souffrances sociales ? Ignorons-nous qui en porte la culpabilité ? Serait-ce qu'il n'y aurait pas de coupables et que chacun de nous serait responsable, par action ou par omission ?

Il s'agit probablement d'un mélange de tout cela. Mais quel serait le point critique limite, quel serait le moment où ce qui est accepté et établi, ne serait plus vu ainsi, mais vu comme la violation d'un droit ? A cet instant précis, la rébellion commencerait-elle ?

Ce point sera certainement atteint lorsqu'il y aura une prise de conscience généralisée sur ce qui constitue nos droits, lorsque nous saurons contre quoi il faut lutter, lorsque nous saurons qu'il est possible de mener à bien la lutte, lorsque tout simplement nous aurons résolu cette question : "Voulons-nous vivre dans des conditions dignes ?".

LA BUREAUCRATISATION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME

Si quelqu'un nous délogeait de notre maison, cela nous semblerait évident que cette personne viole un de nos droits. Si un gouvernement décrétait qu'une partie déterminée de la population n'avait plus le droit de se nourrir, la violation de l'un des Droits de l'Homme serait évidente. Il se produirait la même chose si, légalement, on nous privait du droit à la santé ou à l'éducation.

Dans ce monde complexe et globalisé, la prise de décision s'effectue dans des cercles de pouvoir qui n'ont plus ni identité, ni siège géographique visible. Les décisions sont transmises dans un enchevêtrement de circuits où cohabitent la pression économique, le pouvoir politique et la manipulation de l'opinion publique. Et dans cette interaction complexe de facteurs, on viole très souvent nos droits sans que nous sachions très bien d'où provient le préjudice, qui en est le responsable et où le localiser. Nous nous trouvons alors dépouillés du droit à un logement digne, au travail, à la santé et à l'éducation, tout comme les victimes d'une inondation, d'un tremblement de terre ou de toute autre catastrophe naturelle, dont le contrôle échappe à la volonté humaine.

A l'époque du régime militaire argentin, une machination fut mise en œuvre pour faire disparaître certaines personnes. Sur bien des points, ce plan fut exécuté par une machine infernale dans laquelle la prise de décision et d'exécution était bureaucratisée, de telle sorte que beaucoup de gens y ont participé sans aucunement se sentir coupables de ces assassinats car ils ne représentaient qu'un maillon de la chaîne. Ce procédé fut utilisé par l'appareil nazi pour l'extermination des juifs. Les fautes se diluent dans le nombre, et, finalement, personne ne se sent – tout au moins essaie de ne pas se sentir – totalement responsable.

Dans l'un des fameux romans policiers d'Agatha Christie, un groupe de personnes s'accorde à assassiner une personne haïe de tous, mais aucun ne veut charger sa conscience du poids d'un homicide. Ils décidèrent donc de lui administrer un somnifère et lorsqu'elle fut endormie, ils réglèrent leurs montres à des heures différentes. Chacun d'entre eux lui donna un coup de couteau à différents moments. De cette façon, personne ne sut qui avait asséné le coup mortel, ni qui avait poignardé un cadavre, et tous se sentirent un peu coupables, mais personne ne sentit la culpabilité totale.

De la même manière, le système économique et social est une machine de destruction bureaucratisée, par laquelle quelques uns mettent l'intention à détruire et à violer les droits des majorités, tandis que beaucoup d'intermédiaires sont des exécuteurs partiels. Dans ce système individualiste du " Sauve qui peut ", n'importe qui peut justifier son action par la défense de ses intérêts, même si cette action porte préjudice à d'autres (tout comme le fut l'obéissance au régime militaire).

Les financiers de n'importe quel endroit de la planète augmentent les taux d'intérêt des autres lieux. Les entreprises connaissent alors des difficultés et pour survivre, licencient. Pendant ce temps, l'Etat désargenté (d'un côté à cause des taux d'intérêt, de l'autre à cause de la corruption du gouvernement) n'a pas de ressources pour donner une allocation aux chômeurs. Alors, le chômeur explique sa situation en disant que l'économie marchant mal, il s'est retrouvé au chômage et l'Etat n'ayant pas d'argent, il s'est trouvé vulnérable et personne n'y peut rien. On est impuissant et déconcerté face à cette situation parce que l'on ne sait pas très bien d'où cela vient, parce que l'on ne connaît pas les responsables ni où ils se trouvent.

Cet exemple est très simple, mais en réalité les circuits de la prise de décision sont beaucoup plus complexes. En définitive, nous essayons de dire qu'en bureaucratisant la méthodologie de la violation des droits humains, il se passe ce qui suit :

- Nous ne nous rendons pas compte que nos droits sont violés.
- La question des responsables de notre situation n'est pas claire.
- Nous ne voyons pas bien qui pourrait résoudre les problèmes.
- Nous sentons que notre problème est le nôtre et non pas celui de l'organisation sociale. De ce fait, nous devons le résoudre de façon isolée.

Ces concepts sont très importants, car ils expliquent pourquoi beaucoup de personnes ne se rebellent pas face à la croissante violation de leur droits et pourquoi ceux qui tentent de le faire n'ont pas d'efficacité dans leur action.

L'ACTION DIRECTE - ACTION ET REACTION

Si quelqu'un nous attaque de façon directe, notre réponse tend à être directe. Lorsque l'on nous frappe, nous nous défendons ou nous fuyons si nous sommes en condition d'infériorité. Mais que se passe-t-il lorsque se produit un tremblement de terre ? Quelle est l'action directe que nous pouvons avoir pour en terminer avec le séisme ? Aucune, car l'origine du phénomène est hors de notre portée. C'est ce qui se passe avec les problèmes sociaux ; nous sentons que nous n'avons pas la possibilité d'exercer une action directe qui changerait le cours des événements. Mais parfois, nous avons tendance, presque par réflexe, à exercer n'importe quelle action, de façon cathartique et parfois même violente, mais presque toujours inefficace.

Si nous sommes devant le guichetier de la banque qui veut nous donner un faux billet, notre action directe pourrait être de faire un scandale qui permettrait d'éclaircir la situation et de résoudre le problème. Mais si le guichetier nous fait une retenue inhabituelle sur le paiement de notre salaire, parce qu'il a un ordre de la direction qui, elle, a reçu des instructions de la caisse principale sous les ordres de la banque centrale qui à son tour répond à une exigence économique donnée par le ministre des finances, prié par le fond monétaire international, subissant lui-même la pression des lobbies bancaires, etc. Si nous nous en prenons au pauvre employé, de toutes façons il ne pourra pas résoudre le problème et nous fera la retenue prévue, même si cela nous semble abusif. De plus, il vaudra mieux le laisser tranquille, car il pourrait nous faire jeter en prison pour outrage.

Ceci est un exemple qui illustre la bureaucratisation de la violation de nos droits et la conséquence de l'action directe spontanée et isolée.

Nous pouvons crier et insulter pour montrer que nous ne voulons pas nous laisser tondre comme un mouton, mais la banque prendra l'argent, de toutes façons.

Nous pouvons aussi avoir recours à la justice, mais cela nous coûtera plus cher que le coût du retrait prévu et ils prendront plusieurs mois pour finalement nous dire que la banque avait raison.

LA MARGINALISATION

Le système social actuel rejette les gens et les laisse sans protection. Mais ce phénomène est très différent du phénomène de l'exploitation capitaliste sauvage qui prédominait entre la fin du XIX^{ème} siècle et la première moitié du XX^{ème}. A cette époque, on exploitait les gens qui travaillaient et les organisations syndicales luttèrent pour leurs revendications, pour les droits des travailleurs, utilisant la grève comme instrument. En paralysant les usines, ils avaient un moyen de pression sur le capitalisme.

Aujourd'hui, indépendamment de l'exploitation des travailleurs qui persiste dans beaucoup d'endroits, le problème majeur est le chômage grandissant. Le chômeur est marginalisé et n'a aucun moyen d'exercer de pression sur le capital avec lequel il a perdu tout lien. Comme nous le verrons plus loin, la lutte contre la marginalisation doit avoir des caractéristiques très différentes de l'ancienne lutte des classes, ainsi que des méthodologies différentes. La marginalisation sociale est liée au capitalisme libéral ; par conséquent, parmi les aspirations du système ne figurent ni le plein emploi ni l'amélioration des conditions de vie des gens.

De nombreuses entreprises, dont les multinationales, adoptent une politique en apparence respectueuse de leur personnel ; quelque chose que nous pourrions définir ainsi : le dernier est hors jeu.

Certaines entreprises ont comme tactique le renvoi systématique chaque année de 10 % de leur personnel, même si ce sont des personnes valables. Chaque département sélectionne, selon ses critères, ceux qui ont le moins de rendement annuel, pour qu'ils figurent parmi les licenciés. Cela suppose que tout le monde est en compétition et s'efforce, de façon hystérique, à avoir toujours plus de rendement pour ne pas être parmi ceux qui s'en iront à la fin de l'année. De toute façon, 10 % s'en iront.

D'autres entreprises renvoient les vendeurs qui ont effectué le moins de ventes dans le mois ; peu importe qu'ils aient été bons, si ils n'ont pas été les meilleurs, ils devront partir. Cela suppose une compétition féroce et la recherche du meilleur rendement. De toute façon, certains seront " remerciés ". Celui qui est le dernier est mis au placard.

Mais pour que la menace fonctionne, le placard doit exister, dans lequel sont jetés les perdants. Ce placard c'est la marginalisation sociale. Sans elle, pas de chantage possible !

Bien sûr, les apprentis zélés appliquent ces techniques dans leurs entreprises, croyant qu'ils appliquent de nouvelles technologies d'organisation des ressources humaines (nom pompeux pour nommer le nouvel esclavage). En réalité, ce qu'ils appliquent sont de vieilles théories de David Ricardo, qui, il y a deux siècles affirmaient que l'ouvrier devait gagner peu afin qu'il travaille plus pour subsister, mais pas au point de mourir ou de cesser de travailler. Pour lui, une grande masse de chômeurs qui font la queue est le meilleur des stimuli pour que les salariés se laissent exploiter.

Une personne au chômage, sans logement digne, sans système de santé ni d'éducation, est un paria, un marginal ; mais de plus, c'est un bon exemple à montrer sur ce qui peut arriver à ceux qui n'en sont pas encore là, s'ils ne se comportent pas comme il faut.

Le capitalisme compétitif, dans lequel les uns cherchent à écraser les autres, aboutit nécessairement à la concentration du pouvoir entre les mains de peu de personnes et produit nécessairement une société dans laquelle chaque fois moins de personnes sont dans le système, pendant que le reste se trouve exclu. L'existence du placard où l'on jette les marginalisés est le meilleur stimuli pour que ceux qui sont encore dans le système fassent tout pour être efficace et compétitif et se battent entre eux pour avoir un poste, afin

de ne pas y tomber. De toutes façons, un pourcentage d'entre eux sera mis irrémédiablement au placard. Il s'agit d'un véritable cercle vicieux.

Avec sa force centrifuge, le système rejette les gens en marge et avec sa force centripète, il fait que ceux qui restent s'accrochent chaque fois plus.

Si bien que ceux qui concentrent le pouvoir économique et exercent cette force et cette pression ont besoin d'une bonne partie de la population - celle qui est encore dans le système - pour continuer à faire tourner la roue de leur enrichissement. Lamentablement, les personnes qui entrent dans le jeu sont les exécuteurs (volontaires ou pas) de ceux qui resteront dehors.

Voyons un autre exemple. Un jeune diplômé, sans enfant, ayant le désir de gagner de l'argent pour voyager, tenté par la publicité des agences de voyage et la télévision, recherche un emploi. Simultanément, un homme de 40 ans, avec 5 enfants, qui n'a même pas terminé ses études primaires, va chercher le même travail. Il est probable que le jeune gagnera la compétition, bien qu'il ait moins de nécessité que le père de famille. Il est possible qu'ils ne se connaîtront jamais. Personne n'aurait l'idée de penser que l'exclusion du père de famille qui doit donner à manger à ses enfants incomberait au jeune cadre ! On ne pourrait pas non plus accuser celui qui recrute le personnel, qui a reçu les critères de sélection par âge et par niveau d'études. L'entreprise ne pourrait pas non plus être accusée, car elle doit être compétitive sur le marché et maximiser le rendement au moindre coût. Nous pourrions donc accuser le marché, mais qui est-ce ? Où est-il ? Est-ce une personne ? Est-ce tout le monde ?

Assistons-nous à la bureaucratisation de la violation des droits humains, où tout le monde est exécuteur d'une partie de l'acte, comme dans le récit d'Agatha Christie ?

LE ROLE DE L'ETAT

On pourrait penser que la démocratie en soi, telle qu'elle est, devrait être la meilleure solution au problème de la marginalisation. En effet, si les exclus deviennent majoritaires, il suffirait qu'ils votent pour un gouvernement qui les défend et cela modifierait le système économique qui les marginalise ou permettrait la création de subventions et de réseaux de soutiens.

Ce concept a au moins deux grandes failles. Premièrement, que se passe-t-il si les marginalisés représentent un pourcentage plus faible que ceux qui sont dans le système ? Que se passe-t-il si ces derniers ne s'intéressent pas à ce qui arrive aux exclus et votent pour les candidats qui maintiennent leur statut ? Deuxièmement, il est évident qu'aujourd'hui les démocraties ne sont pas réelles mais formelles. Nous savons qu'à travers les médias financés par le pouvoir économique, ces derniers permettent seulement à quelques options électorales de se présenter ; celles qui représentent le système en place, tout en tenant un discours progressiste afin de capter les votes. Les exemples abondent à propos des politiciens qui dans leurs campagnes, promettent du travail, un toit, la santé et l'éducation pour tous et qui, quand ils sont au pouvoir défendent les multinationales et les banques.

Néanmoins, il est clair que la démocratie offre de toute façon la possibilité de générer des alternatives électorales réelles, dans lesquelles les marginalisés pourront exprimer leurs divergences avec le système qui les a mis dehors. Mais ces alternatives, si elles sont authentiques, c'est-à-dire si elles ont pour objectif de modifier le système, ne compteront pas avec l'appui économique de ceux qu'ils combattent, et cela pour des raisons évidentes. Elles n'auront pas non plus d'appui publicitaire ; tout au plus l'auront-elles en contre.

La croissance de ces alternatives politiques est donc très lente. Cette lenteur ne remet pas en question la voie démocratique, mais ne correspond pas à l'urgence de certaines franges de la population. Celle-ci peut avoir une position nihiliste vis à vis de tout le spectre

politique : les politiciens traditionnels parce que ceux-ci la trahissent et les alternatifs parce que ces derniers avancent trop lentement. Cette impasse fait que les gens cherchent des issues immédiates, qui ne conduisent nulle part mais qui laissent la sensation que quelque chose a été fait. La réponse cathartique et violente de l'explosion d'un conflit social est un signal d'impuissance.

Les peuples vivent dans un piège : le système économique les marginalise, l'état ne les protège pas et de faux leaders les trahissent.

Mais, cela ne suffit pas : au cours des dernières années s'est ajouté le phénomène de la globalisation par lequel les Etats sont devenus otages de la banque internationale. Ainsi, beaucoup de décisions qui concernent les gens ne dépendent plus de la volonté politique de leurs gouvernements, devenus les gérants du véritable pouvoir.

L'ETAT ET LA GLOBALISATION

Ceux qui croient que la critique de la globalisation signifie que l'on soit opposé au progrès sont loin de la réalité. Le phénomène de la mondialisation est une chose : il permet que les communications et l'échange culturel aillent au-delà des frontières, ce qui est positif et que nous souhaitons ; autrement dit, la mondialisation contribue à ce que le monde devienne une grande nation universelle. Mais la mondialisation c'est aussi le pouvoir économique qui utilise le progrès et les communications pour concentrer les richesses et appauvrir les gens.

Le pouvoir économique concentré, et surtout le pouvoir financier, comme la banque internationale, se sont appuyés sur le processus de globalisation pour l'orienter à leurs fins et en tirer des profits. L'endettement des Etats, les recettes économiques des organismes financiers internationaux comme le FMI et la banque mondiale, les interventions des Nations Unies et des Etats-Unis dans les affaires internes de tous les pays, les pressions de l'OMC pour l'ouverture arbitraire des frontières commerciales, en sont quelques exemples.

Aujourd'hui les capitaux vont et viennent librement d'un pays à l'autre en disciplinant les économies nationales. Ils veulent et peuvent " étouffer " un pays en un rien de temps puis le mettre à genoux et l'obliger à échanger son patrimoine contre un crédit usurier.

Les capitaux financiers ont cette liberté. Les peuples n'ont pas la même liberté. Pour émigrer de leur pays afin de trouver du travail dans d'autres Nations, les personnes ne jouissent pas de la liberté de circuler librement. Les pays du dénommé " premier monde ", vers où les exclus des dénommés " pays en voie de développement " ont tendance à migrer, mettent de sérieuses limites à l'immigration.

Ils veulent la globalisation qui les enrichit mais ne veulent pas la proximité avec la pauvreté qu'ils génèrent. Les pays du " premier monde " tendent à être comme ces quartiers privés appelés " countries " (pays), où les pauvres ne peuvent pas pénétrer car les services de sécurité y surveillent toute entrée.

Les marginalisés existent depuis longtemps dans les pays du " premier monde ". Mais en général, les forces impériales essaient de les tenir tranquilles, pendant qu'elles octroient un brevet de pirate pour leurs multinationales afin de piller les populations des autres pays du monde.

A mesure que la marginalisation avance, les gens tentent d'émigrer vers les pays riches en cherchant des opportunités de travail, sachant que seul un faible pourcentage y parviendra. Les pauvres du monde entier ont un problème identique à celui d'une partie du peuple cubain, qui lui, n'a pas le droit d'émigrer, alors que les autres, on ne veut les recevoir nulle part. En conclusion, personne n'a le droit de circuler librement dans le monde. Dans certains pays les gens meurent de faim ou survivent à peine, en proie à des conditions de vie inhumaines, mais ils ne peuvent pas en sortir parce que personne ne veut les recevoir

ailleurs. Ce sont des sortes de gigantesques camps de concentration où parviennent parfois quelques aides alimentaires ou agissent quelques ONG du système qui y font leurs affaires. Cependant, malgré tout, beaucoup de gens parviennent à émigrer de façon illégale ou en usant d'un quelconque subterfuge légal, mais le pourcentage est largement inférieur à celui qui existerait si la circulation des personnes était libre sur toute la planète, comme libre est la circulation des capitaux.

Que se passerait-il si des millions de pauvres d'Asie, d'Afrique, d'Amérique Latine et d'Europe de l'Est pouvaient émigrer librement en Europe Occidentale ou aux Etats-Unis ? Le système leur tomberait dessus de tous les côtés.

La globalisation, telle qu'elle est organisée, sert à l'impérialisme. Celui-ci tire des bénéfices économiques en aspirant les ressources, grâce à la libre circulation du capital financier et des multinationales, tout en évitant d'avoir à se charger de la pauvreté qu'elle génère, grâce aux restrictions faites sur la circulation des personnes.

Bien sûr, pour que cette forme de globalisation existe, il faut des gouvernements qui obéissent au pouvoir mondial, qui en soient les complices ou qui subissent sa pression par le chantage, ou les deux à la fois. Ainsi, les gouvernements ont toujours l'excuse qu'ils ne peuvent pas faire grand chose parce que les pressions externes d'un monde complexe et globalisé ne le leur permettent pas.

En Argentine, si le revenu national était divisé en parties égales pour chaque famille, on atteindrait le chiffre de 3.000 dollars mensuel pour chacune d'elle. Comme conséquence, il n'y aurait plus un seul pauvre. Pour redistribuer le revenu, il faudrait toucher aux intérêts des entreprises privatisées, des groupes d'entrepreneurs locaux, des multinationales et des banques. Mais, comme ces pouvoirs sont ceux qui contrôlent les gouvernements, ils ne permettraient pas de semblables bévues. Ce serait une violation des droits usuriers, au nom de ces Droits de l'Homme qui sont secondaires !...

Evidemment, s'il arrivait à un quelconque fonctionnaire distrait de toucher de façon anodine à ces intérêts, la punition ne tarderait pas à se manifester : montée des risques dans le pays, chute de la bourse, sortie des capitaux et autres chantages qui font revenir à la raison notre turbulent fonctionnaire.

C'est la raison pour laquelle beaucoup de luttes sociales qui visent à faire pression auprès des gouvernements pour obtenir des revendications, se heurtent au sempiternel " On ne peut pas ". D'une certaine manière, les gouvernements disent la vérité, ils ne peuvent pas.

- Nous les gouvernements, nous sommes seulement les gérants, vous devez parler avec le propriétaire ! " – semblent-ils nous dire pour s'excuser.
- Mais où est le propriétaire ?
- Nous ne savons pas très bien ; dans un autre pays sûrement et chaque fois que nous ne faisons pas ce qu'il dit, on se fait taper sur les doigts, répondent-ils.

Il semblerait que nous soyons piégés et qu'il n'y ait aucune issue.

QUE FAIRE ALORS ?

A moyen terme nous devons aller vers une démocratie réelle et participative qui permette au peuple de gouverner réellement à travers des représentants authentiques. Evidemment, la solution n'est pas une dictature ni l'anarchie ; mais l'instauration d'une démocratie réelle, et non pas formelle comme celle que nous connaissons actuellement.

Cependant, un dilemme se présente : comment avancer dans ce sens pendant que l'on cherche à donner une réponse aux urgences des plus nécessiteux ?

Nous nous trouvons face à deux problèmes qui en réalité sont deux aspects de la même chose. D'un côté, une véritable alternative politique aux partis traditionnels peut grandir et

prendre le pouvoir uniquement si elle incarne un Mouvement Social qui s'appuie sur le soutien organisé de la majeure partie de la population. En effet, il est exclu qu'un tel parti puisse grandir avec l'appui du pouvoir économique pour des raisons évidentes. D'un autre côté, pendant que cette alternative politique grandit, de quoi vivent les marginalisés ?

De plus, au cours de cette étape du processus, il pourrait arriver que les secteurs marginalisés n'appuient pas un Mouvement Social qui théorise sur le futur pendant qu'ils meurent de faim. Et si ceux qui sont le plus dans le besoin ne s'identifient pas avec ce Mouvement Social, de quel Mouvement Social sommes-nous en train de parler ?

Incontestablement, un Mouvement Social implique beaucoup plus que la lutte pour améliorer les conditions de vie minimum. Ses objectifs doivent être plus amples, plus profonds et variés. Mais concernant notre analyse axée sur " la rébellion face à la marginalisation ", nous disons qu'un Mouvement Social devrait grandir par la lutte avec et pour ceux qui sont démunis, pendant qu'il continue de grandir en tant qu'alternative politique.

Or, quand on parle de lutte, on peut interpréter ce terme de plusieurs façons et parfois on en vient à l'associer avec la violence. Nous devons donc clarifier ce point sans ambiguïté : la violence ne conduit à rien de positif pour l'être humain, que se soit en la posant à priori comme méthodologie d'action, ou en la développant comme réponse à la répression du gouvernement.

L'ESCALADE DE LA VIOLENCE EST UNE VOIE SANS ISSUE

Pour ceux qui rejettent tous types de violence, il est clair qu'il n'y a qu'une seule voie pour résoudre les conflits. Ceux qui ont des doutes sur l'efficacité de la non-violence, ou qui pensent que l'usage de la violence sera un châtement pour les oppresseurs, devront revoir leurs objectifs.

" Avons-nous le droit d'exercer des actions violentes contre ceux qui nous oppriment ? ". Ce n'est pas la bonne question. " En finirons-nous avec la violence et l'oppression par l'usage de la violence ? ". C'est la bonne question à laquelle la réponse est NON.

La complexité de l'organisation sociale actuelle et l'énorme pouvoir dont disposent ceux qui dominent, font que n'importe quelle action violente des opprimés génère une réaction plus grande qui finit par anéantir et désintégrer ceux qui se rebellent.

- Si tu lances une pierre, ils répondent par une balle
- Si tu tires une balle, ils reviennent avec un char.
- Si tu trouves un char, ils envoient les avions.

Faut-il alors rester tranquille ? En aucune façon, mais nous devons sortir du jeu " action – réaction ", dans lequel les violents gagnent toujours.

Les puissants sont puissants précisément parce qu'ils utilisent la force brutale. Prétendre les défier sur ce terrain n'a pas de sens, à moins que l'objectif soit de montrer " que l'on est des hommes " ou d'apparaître dans l'histoire comme les martyrs d'une révolution avortée. Mais, si l'objectif est de mener à bien une réelle révolution, qui ne soit pas seulement proclamée, mais qui se réalise, alors nous devons utiliser la force de l'intelligence et nous organiser, car ce sont là les moyens à la portée des opprimés : " si tu dois te confronter à un champion du monde de boxe, ne monte pas sur le ring, fait le s'asseoir devant un échiquier ".

La force brutale n'est pas un moyen pour les opprimés mais pour les oppresseurs. La faiblesse des opprimés fait leur force, la force de l'esprit, la force de l'intelligence, la force de l'organisation. Il faut développer cette force car elle n'est pas spontanée. Seules la réaction violente du crétin ou la passivité du lâche sont spontanées, et les deux sont suicidaires.

Il y a ceux qui croient que la violence, même si elle ne sert pas essentiellement à faire tomber l'opprimeur, sert pour l'affaiblir et le déstabiliser. Cependant l'expérience montre que lorsque l'on obtient une déstabilisation, il s'ensuit une force plus grande pour mettre de l'ordre et l'autoritarisme et la répression s'intensifient. Les coups d'Etat militaires ont souvent été justifiés par le prétexte d'en finir avec la déstabilisation et le chaos.

LE NON-SENS DE L'ACTION VIOLENTE

Il existe certaines théories qui affirment qu'aucun changement dans l'histoire n'a été obtenu sans l'usage de la violence. Il y a tant d'exceptions dans l'histoire que ces théories sont loin d'être une vérité absolue.

En premier lieu, nous pouvons dire que beaucoup de changements obtenus par l'usage de la violence, s'ils ont servi à faire tomber un quelconque tyran, ont ensuite vu son remplacement par un autre tyran identique, même s'il porte une étiquette politique différente. Ainsi, quand nous parlons de changement, différencions les changements qui firent du bien aux peuples et ceux qui les ont laissés dans une situation identique ou pire qu'auparavant.

Dans d'autres cas, ceux qui ont pu faire tomber le système, n'ont pas su par la suite le remplacer par quelque chose de mieux, voire ont fait empirer la situation.

Il arrive souvent que l'usage de la violence repose sur le ressentiment et qu'elle soit donc le germe de la destruction et de l'intolérance. Cette même intolérance se retourne ensuite contre le peuple au nom duquel on proclamait la lutte, chaque fois que le peuple est en désaccord avec les politiques du gouvernement révolutionnaire.

L'histoire est également pleine de tentatives de révolutions violentes qui ont avorté et se sont terminées par l'extermination des révolutionnaires, la torture et la disparition de personnes, entraînant un recul quant à la volonté de changement dans la société toute entière. Les processus latino-américains des années 70, avec la démobilisation sociale postérieure des années 80, en sont la démonstration.

L'histoire est également pleine d'exemples qui montrent l'avancée des transformations sociales grâce à la lutte non-violente : le boycott et la non-coopération de l'Inde de Gandhi pour obtenir l'indépendance face à l'Angleterre et la lutte contre la discrimination des noirs aux Etats-Unis, menée par Martin Luther King, sont les exemples les plus connus. Nous pouvons également citer la lutte des syndicats qui, au travers des grèves, ont amélioré sensiblement les conditions de travail durant la première moitié du XX^{ème} siècle. Nous disposons aujourd'hui de nombreux exemples de lutte non-violente qui ont abouti à des objectifs concrets dans de nombreux aspects du champ des Droits de l'Homme ; celui des mères de la Place de Mai en Argentine en est un symbole.

Cette croyance que l'on obtiendra des résultats uniquement par la violence n'est pas valable et encore moins à notre époque où l'ennemi est devenu invisible derrière la globalisation.

Certes, quand nous parlons de nous mesurer avec le pouvoir économique, certains diront que ce ne sera pas facile, et que si ce n'est pas par la force, le pouvoir économique ne cèdera pas ses privilèges pour améliorer la condition des peuples. D'une certaine façon ils ont raison parce que cela ne sera pas en demandant la permission que le pouvoir économique cèdera. Mais, quand on parle de force, nous ne devons pas l'identifier avec la violence. Des millions d'êtres humains organisés sont une force immense qui peut désarticuler les plus puissants sans nécessité d'employer la violence, et ce qui est encore plus important, en réduisant la possibilité d'exercer la violence sur les rebelles par les puissants.

Il est clair que pour réussir à être des millions de personnes organisées, il faut d'abord être des centaines puis des milliers, et c'est ce dont traite ce document.

LA LUTTE NON-VIOLENTE A L'INTERIEUR D'UN SYSTEME DEMOCRATIQUE

L'époque des gouvernements militaires en Amérique Latine est révolue. Autrefois, l'Empire avait besoin de gouvernements "de fait" parce que les systèmes démocratiques étaient perméables aux "idéologies interdites". Avec le temps, la répression, les disparitions, l'éducation alignée à la "vérité officielle", la propagande et le chantage économique ont mis sur "le bon chemin" les politiciens et les électeurs jusqu'à ce que les systèmes démocratiques deviennent de simples écrans locaux de la force impériale. Aucun parti politique traditionnel actuel, pas plus les communistes que les socialistes, n'a l'idée de proposer un changement de système économique. Tous acceptent le capitalisme, tout au plus avec des nuances différentes. Les néo-libéraux prétendent que le marché régule la vie et la mort des personnes. Les pseudo-progressistes réclament un "capitalisme à visage humain". Les progressistes parlent davantage de revendications que de changement de système. Et ainsi, gouverne qui gouverne, cela se termine en faisant ce que le pouvoir central veut : ou il convient de libéraliser les marchés pour tout absorber et les marchés se libéralisent, ou il convient de réguler pour que d'autres ne soient pas compétitifs et on régule. Lorsque quelqu'un veut prendre des mesures en faveur des gens, on dit que ce n'est pas possible pour l'instant.

Le capital financier s'est approprié le tout social. Il dirige les politiques nationales au moyen de l'endettement et opprime les peuples par les intérêts usuriers. Une telle concentration de pouvoir rend de plus en plus difficile l'obtention des revendications sociales ; au contraire on finit par reculer de façon accélérée avec la croissance du chômage, la marginalisation et la flexibilité du travail.

Aujourd'hui, la forte opposition qui se lève face à ce pouvoir, avec les grèves, les manifestations et les pressions politiques, indispensables pour freiner le pouvoir impérial, n'arrive pas à l'arrêter. L'empire utilise la tactique de deux pas en avant, un pas en arrière. Continuellement, les salaires baissent, le chômage et la misère se généralisent. Lorsque ces mesures sont rejetées par les organisations sociales, quelques concessions mineures sont faites pour plus tard avancer de plus belle.

Ces dernières années, nous avons vu se multiplier les explosions sociales, les protestations syndicales, les manifestations contre le FMI, la globalisation, les licenciements, etc. Beaucoup de forces pour arrêter les avancées de la force impériale, et cela est très positif. Cependant, malgré tout, elle a continué à avancer inexorablement. Il est possible que sans ces protestations, l'avancée aurait été plus rapide, mais on constate qu'elle continue et il semble qu'aucune force au monde ne soit capable de l'arrêter.

Si nous observons comment cette avancée a produit une plus grande concentration de la richesse et un plus grand appauvrissement des peuples, un sombre avenir est prévisible pour l'humanité, plus noir que ce que nous voyons et pouvons imaginer.

Donc, si tout ce qui a été fait jusqu'à présent pour ralentir cette avancée n'a pas servi, la question est : "Que faut-il faire ?". Il s'agit de frapper là où cela leur fait mal et jusqu'à ce qu'ils tombent. Mais frapper n'est pas user de la violence, parce que d'une part cela n'est pas éthique et d'autre part cela ne leur fait rien.

Le jet de pierre que reçoit le gendarme n'atteint pas le pouvoir économique, mais la balle que tire en retour le gendarme fait mal au peuple. Un commissariat incendié n'atteint pas le pouvoir économique, mais le peuple souffre lorsque les militants sont incarcérés et torturés.

Ce qui fait mal au pouvoir économique, c'est de perdre de l'argent, c'est la perte du pouvoir politique par ses complices nationaux. Cela lui fait mal quand son masque tombe et que les gens cessent d'être hypnotisés. Cela lui fait mal lorsque les gens s'organisent et font grandir

une option, un Mouvement social qu'il ne peut pas acheter avec de l'argent. Cela lui fait mal quand ses propres commanditaires et gardiens se retournent contre lui.

Le système est très bien préparé pour réprimer les actions violentes et ne cesse de se perfectionner. Celui qui pense que de cette façon on va aboutir à quelque chose se trompe ou poursuit d'autres buts. La violence doit non seulement être écartée pour des raisons éthiques, ce qui suffit en soi, mais aussi parce qu'elle est inutile.

Celui qui pense que les frictions violentes échauffent la population qui finira par renverser le gouvernement, se trompe parce que si la population était en condition de s'unir spontanément, elle commencerait par ne pas voter pour le gouvernement qu'on suppose devoir renverser. De plus, cette croyance traduit la méconnaissance du processus de déstructuration dont souffre la société. Les frictions violentes ne permettent pas que des gens rallient la cause, mais plutôt qu'ils s'en éloignent.

Nous savons que l'option violente naît de l'impuissance, lorsque les autres voies sont épuisées. Ces autres voies, celles de la simple pétition ou manifestation, ne sont pas suffisantes ; le système a ses anticorps contre elles.

Réunies sur une place, 100.000 personnes qui demandent que le gouvernement ne s'agenouille pas devant le fond monétaire, c'est certainement un grand pas, mais si ces 100.000 personnes étaient de plus organisées pour mener des actions non-violentes de boycott contre la banque et le gouvernement, le résultat serait bien meilleur.

Une simple pétition ne sert à rien, de même qu'une simple déclamation ; tout au plus servent-elles à faire connaître la requête mais cela ne donne aucun résultats.

D'autre part, les coupoles syndicales réalisent de temps en temps des grèves de 24 heures pour se mettre en situation de force et cela leur permet de négocier ou de se placer politiquement. Mais finalement, indéfectiblement, elles finissent par trahir les gens et cela fragilise la possibilité qu'une résistance organisée puisse exister. Les gens croient de moins en moins aux organisations à cause des coupoles corrompues ; en même temps, la lutte désorganisée ne peut pas avancer : c'est un des paradoxes du moment actuel.

LE DROIT D'AUTRUI ET LA LUTTE NON-VIOLENTE

L'augmentation des manifestations et des blocages de routes, et même les grèves lancées par les syndicats, engendrent les questions suivantes : " Par la lutte pour nos droits, est-il légitime de faire subir des préjudices à d'autres personnes ? " " Est-il légitime de couper une route ou d'arrêter les transports et d'affecter ainsi le droit des personnes à circuler librement ? ". Oui, c'est légitime !

Auparavant, nous parlions de l'individualisme et de la compétition dans la société. Sans s'en rendre compte nous étions parfois les bourreaux de nos frères, pour la simple raison que nous faisons partie d'une machine qui relègue les gens dans l'exclusion. Ce même individualisme arrive souvent à ceux qui, dans le système avec un travail, oublient les difficultés des exclus qui deviennent des ennemis parce qu'ils manifestent pour leurs droits. Que prétendent-ils ? Que les exclus protestent de chez eux ou fassent une simple pétition envoyée au gouvernement, pour demander du travail ? Si cela était si simple, s'ils avaient obtenu gain de cause aussi simplement, les premiers intéressés à arrêter de bloquer les routes et les rues seraient les manifestants eux-mêmes.

Il faut différencier le droit individuel de chaque personne et la possibilité pour chacun de l'exercer à l'intérieur du système social. Quand un système fonctionne, quand on peut circuler dans les rues, quand on cherche du travail et qu'on en trouve, quand on a faim et qu'on peut manger, quand on est malade et que l'on a accès aux soins, quand on est vieux et que l'on perçoit une retraite digne, alors on peut supposer que celui qui altère le développement normal de cette société porte atteinte aux droits des individus. Mais quand

un système fonctionne uniquement pour quelques-uns et exclut les autres, c'est que ce système ne fonctionne pas et nous en sommes tous responsables, soit parce qu'on a voté pour un gouvernement qui ne donne pas de réponse aux nécessités des exclus, soit parce que peu nous importe le sort des autres et par là-même le nôtre. Comment pouvons-nous exiger que nos droits soient respectés si nous ne nous préoccupons pas du respect des droits minimum des autres ?

Un tel manque d'intérêt, un tel manque de solidarité conduit à une division sociale dangereuse et génère des ressentiments qui mènent la société à une sorte de guerre civile imperceptible. La vague croissante de délinquance et de violence n'est-elle pas le rejet d'une société indifférente ? Aujourd'hui, la délinquance a déjà sa propre sous-culture, sa musique, ses codes, ses martyrs, ses sympathisants, et même ses saints. Dans ce processus de " Tous contre tous ", cette société va vers le chaos.

Mais les prémices du chaos ne sont-elles pas impulsées par le libéralisme économique quand on dit " Sauve qui peut ". Chacun fait ce qu'il peut pour lui dans cette lutte de tous contre tous et les conséquences sont là. Assez d'hypocrisie !

Occupons-nous de reconstruire le tissu social, soyons solidaires avec les nécessités des autres et voyons clairement qui est l'ennemi : les banques et le pouvoir économique mondial. Ils prennent le gâteau et nous font nous battre entre nous pour quelques miettes.

Dans la lutte non-violente, en démocratie il est nécessaire de travailler pour organiser toute la société, des exclus à ceux qui ne le sont pas encore. Ils exterminent un tiers de la race humaine et le monde continue à tourner ! Arrêtons ce monde !

LA METHODOLOGIE DE LA NON-VIOLENCE ACTIVE

EXPERIENCES HISTORIQUES

Les stratégies et tactiques des précédentes expériences ne sont pas nécessairement valables, parce que l'époque, le contexte historique, les cultures, les systèmes politiques et les objectifs varient avec le temps.

Ce n'est pas non plus nécessaire d'être d'accord avec l'attitude de sacrifice ou d'immolation qu'ont connu dans certains cas certains de nos protagonistes. Voyons quelques expériences pour illustrer ce point. L'essai " Désobéissance civile ", publié en 1849 par Henry Thoreau, qui fût emprisonné pour avoir refusé de payer ses impôts dans un pays qui acceptait l'esclavage (Etats-Unis), pose les bases théoriques de la résistance passive.

Le Mahatma Gandhi, lors de la première moitié du 20^{ème} siècle, lutta à travers une politique de résistance passive et de non coopération, d'abord en Afrique du sud, puis dans son pays, l'Inde, pour l'indépendance vis à vis du Royaume-Uni. La non-coopération et le boycott des produits anglais, suivis massivement par le peuple indien, ont fini par affaiblir les Anglais.

Dans les années 50, Martin Luther King organisa une campagne contre la ségrégation raciale dans les transports publics de Montgomery (Etats-Unis). Toutes les personnes de couleur noire cessèrent d'utiliser les transports publics jusqu'à amener les compagnies de transports à la faillite et jusqu'à ce que, finalement le Tribunal Suprême interdise la ségrégation raciale dans les transports publics. Ensuite, il dirigea plusieurs campagnes contre la ségrégation et organisa une marche historique à Washington en 1963.

Les personnes les plus mythiques de la lutte non-violente furent Gandhi et Martin Luther King, mais il y eu beaucoup organisations qui se sont servies de cette méthodologie avec succès.

QUELQUES CONCEPTS THEORIQUES SUR LA LUTTE NON-VIOLENTE

Voyons certains concepts donnés par les théoriciens et les praticiens de la non-violence :

- “ *Le mouvement de désobéissance civile, une fois bien mis en marche n’a pas besoin de chef* ” Gandhi.
- “ *Si la force de l’âme devenait universelle, elle révolutionnerait les idéaux sociaux et éliminerait les despotismes* ” Gandhi.
- “ *L’unique devoir que j’ai le droit d’assumer c’est de faire à tout moment ce que je considère juste* ” Thoreau.
- “ *Si un seul honnête homme dans cet état de Massachusetts cessait d’avoir des esclaves, s’il s’éloignait de la collaboration avec le gouvernement et s’il était emprisonné, cela signifierait l’abolition de l’esclavage aux Etats-Unis. Car peu importe si au début cela semble petit ; ce qui se fait bien une fois, se fait pour toujours* ” Thoreau.
- “ *La violence requiert des têtes chaudes, la non-violence requiert des têtes froides et centrées. La violence est facile à lancer mais plus difficile à maintenir dans le temps quant aux objectifs et aux méthodes : on ne doit pas confondre le “ mal ” et le fait de “ faire du mal ” pour obtenir un but politique* ” Shelling.
- “ *L’exercice du pouvoir des gouvernements requiert le consentement de celui qui est gouverné. Sans ce consentement ces derniers peuvent contrôler et même détruire le pouvoir en place* ” Sharp.
- “ *Quand les gens refusent de coopérer, refusent d’aider et persistent dans cette désobéissance par une position de défi, ils nient à l’adversaire l’appui et la coopération humaine de base dont n’importe quel gouvernement ou système hiérarchique a besoin. Si suffisamment de personnes faisaient cela pendant un temps prolongé, le gouvernement ou le système hiérarchique perdrait le pouvoir. Ce sont les prémices de la politique de base de l’action non-violente* ” Sharp.

Gene Sharp, dans son œuvre “ *La lutte politique non-violente* ” cite une série de tactiques de lutte. Le chapitre suivant en cite quelques exemples, classifiés par lui en trois groupes.

LES METHODES DE L’ACTION NON-VIOLENTE

- La protestation et la persuasion.
- La non coopération.
- L’intervention non-violente.

PROTESTATION ET PERSUASION

Ces actions, essentiellement de type symbolique, exercent une pression et font en sorte que la protestation soit connue et diffusée un maximum :

- Acte public et discours de protestation.
- Lettre de dénonciation ou de soutien.
- Déclaration publique.
- Pétition.
- Diffusion de la protestation par différents médias.
- Bruit symbolique (sirènes, cloches, sifflets, casseroles...)
- Gêne des fonctionnaires (insultes, perturbations en permanence).
- Veille, piquet de grève.
- Chanson, expression satirique.

- Marche et caravane.
- Forum et meeting.
- Quitter des actes publics, tourner le dos aux orateurs, etc.

NON-COOPERATION

Les actions de non-coopération les plus importantes sont liées au fait de ne pas consommer ou de ne pas travailler :

- Boycott social des collaborateurs du régime.
- Refus d'acheter certains produits déterminés ou consommer uniquement l'indispensable.
- Suspension d'activités sociales ou sportives.
- Grève étudiante.
- Grève du paiement des loyers.
- Refus d'acheter des produits importés.
- Grève ouvrière.
- Boycott des fournisseurs de certains produits (pas de distribution).
- Désobéissance aux règles et aux coutumes sociales.
- Fermeture de commerces.
- Retrait d'argent à la banque.
- Refus de payer des traites.
- Listes noires de commerçants ou de producteurs.
- Grève éclair sans préavis.
- Grève des cadres, professions libérales, indépendants.
- Application du code du travail à la lettre.
- Absentéisme pour "maladie".
- Boycott des services de l'Etat.
- Désobéissance déguisée (simuler l'obéissance).
- Sit-in.
- Désobéissance civile face aux lois illégitimes.

ACTIONS D'INTERVENTION NON-VIOLENTE

Ce sont les actions où l'on intervient pour changer une situation :

- Jeûne et grève de la faim.
- Sit-in avec occupation d'espaces publics.
- Occupation pacifique d'immeubles.
- Obstruction afin d'éviter des déplacements ou des actions.
- Invasion de zones interdites.
- Surcharge des services administratifs.
- Ralentissement des actions pour provoquer du retard.
- Système alternatif de communication (journaux, radios,...)
- Invasion de terres.
- Marché parallèle.
- Système de transports alternatif.

LES POSSIBILITES DE LUTTE NON-VIOLENTE DANS LE MONDE ACTUEL

Comme nous l'avons dit auparavant, beaucoup d'exemples historiques de lutte non-violente ne sont pas reproductibles dans d'autres sociétés quant à leurs tactiques et formes d'organisation, en raison des différences de cultures et d'époque. Cependant, on peut extraire un dénominateur commun à ces luttes : lorsque des gens s'organisent pour atteindre un objectif, la violence ne leur est pas nécessaire. En ce qui concerne le type d'action on peut aussi tirer une conclusion : chaque fois que la lutte non-violente a affecté les intérêts politiques et économiques de l'opposant, celui-ci, blessé, a reculé.

Comme nous l'avons déjà dit, la violence conduit à une voie sans issue, étant donné que dans ce domaine les oppresseurs ont le contrôle ; d'autant plus que dans ce monde globalisé l'empire s'approprie tout.

Les actions violentes, qu'elles soient des initiatives violentes ou des réponses à la répression se terminent par la prison, des blessés et même des morts, sans que les objectifs recherchés ne soient atteints. Au contraire, face aux actions violentes, la réponse des gouvernements sera de renforcer l'appareil répressif et peu à peu la lutte inutile usera la population. De plus, dans des contextes démocratiques il est beaucoup plus difficile que les gens acceptent une issue violente, néfaste par elle-même, quel que soit le contexte.

L'étude des différentes tactiques de lutte permet de dire qu'actuellement toutes les actions limitées aux réclamations et aux déclarations (celles du premier point de la classification antérieure) peuvent produire un effet de propagande intéressant, mais elles ne serviront pas à faire céder le pouvoir politique et encore moins le pouvoir économique qui le contrôle. S'il s'agit de faire aboutir des revendications secondaires, comme l'obtention d'un espace vert dans un quartier ou la mise en place d'un feu de circulation, il est probable qu'il sera suffisant de rassembler des signatures, de faire une pétition. On pourra de toutes façons renforcer les signatures et pétitions par des actions de plus grande ampleur. Mais lorsqu'il s'agit de résoudre la problématique de millions de personnes marginalisées, de millions de chômeurs ; lorsqu'il s'agit en définitive de redistribuer la richesse et de modifier les politiques économiques, cela demande des transformations qui affectent le pouvoir établi et dans ce cas là les pétitions et déclarations ne suffiront pas.

Même pour faire aboutir des revendications partielles comme l'octroi de ressources pour les marginalisés (ce qui ne signifie pas changer les modèles économiques), même pour une si humble requête, la résistance sera grande parce que le rôle des Etats est de plus en plus limité face à l'avancée du monopole privé et aussi parce que le budget, chaque fois plus faible, est utilisé pour payer les intérêts de la dette extérieure. Demander à l'Etat de fournir des moyens aux gens, c'est lui demander de les retirer au secteur privé. Or, le secteur privé, qui a le plus de moyens, est précisément celui qui contrôle le gouvernement. Les multinationales et la banque évidemment ne le permettront pas.

En réalité, on lutte contre des gouvernements " marionnettes " qui n'ont pas le pouvoir de décision, qui se contentent de nous distraire et qui remettent toujours à plus tard. Cela ne signifie pas qu'il ne faille pas faire pression sur eux car ils sont complices du pouvoir économique, mais c'est ce pouvoir économique qu'il faut toucher si on veut blesser le géant, ne serait-ce qu'au niveau des chevilles.

Les gouvernements sont chaque fois plus les marionnettes du pouvoir économique. Le discrédit des politiciens qui ne résolvent pas les conflits sociaux n'affecte pas le pouvoir réel ; en effet celui-ci peut changer de marionnettes quand il le décide. Le pouvoir économique peut changer les ministres et même les présidents quand il le veut et manipuler les moyens de diffusion pour convaincre les populations que les prochains élus seront meilleurs.

Dans le contexte démocratique, un outil fondamental de la lutte non-violente repose donc sur la communication entre les gens : avoir confiance dans ses voisins, cesser de croire à

l'information des médias qui ont pour but de vendre et enfin dévoiler la réalité. Dans une dictature, il est clair que la lutte se fait contre le dictateur ; dans une démocratie, généralement il n'est pas si clair de savoir contre qui on lutte. Par conséquent, il s'agit d'identifier l'ennemi, de le nommer clairement et de dire les choses telles qu'elles sont.

Une autre caractéristique de la société actuelle est la croissante déstructuration et la décomposition du tissu social. Beaucoup de ceux qui sont intégrés au système ne sont pas solidaires avec la lutte des marginalisés et sont en compétition entre eux. Les gens qui ont des problèmes ont tendance à se consacrer à leur propre conflit et à ne pas s'organiser avec d'autres ni à appuyer d'autres conflits. Le manque de crédibilité des leaders syndicaux et politiques, la désagrégation des organisations sociales et la perte de références fortes et crédibles, rendent impossible l'action organisée et permanente de grands groupes. Il est possible de se rassembler lors d'une manifestation, d'une mobilisation ou d'une grève, dans le but d'exacerber et de dénoncer un conflit, mais le jour suivant tout continue comme si de rien n'était et chacun repart de son côté.

Il s'agit là d'une difficulté majeure puisque de nombreuses tactiques de lutte non-violente requièrent la participation de grands ensembles organisés et entraînés. Dans l'Inde de Gandhi, il s'agissait d'une autre époque, mais de plus tout un peuple était identifié avec un objectif : chasser l'empire anglais. Dans le cas de Martin Luther King, les noirs luttèrent contre la discrimination exercée par les blancs. Dans la société actuelle, il y a chaque fois moins d'uniformité et les sentiments d'identité sont de plus en plus atomisés. Cette diversité n'est pas négative, mais pendant que tout se divise et se subdivise, le pouvoir économique lui, se concentre et règne.

Une " mystique " devra surgir afin de donner cohésion à un nouveau Mouvement Social qui lutte pour les droits des peuples, qui respecte la diversité et qui unit dans l'action. Peut-être cela commencera-t-il par un effet démonstratif dans un endroit ou un autre ; un effet démonstratif qui montrera la voie sur ce qui est à faire.

Par conséquent, dans une première étape, les tactiques et méthodes de lutte non-violente devront être clarifiées, même si les groupes ne sont pas très importants. Ceux-ci devront être insérés dans la société afin de gagner l'appui, l'adhésion et même l'aide logistique des populations.

L'organisation de groupes pour demander l'appui de la population concernant les nécessités de base (aliments, vêtements, médicaments, etc.) est fondamentale. Même s'il s'agit de ce que nous pouvons appeler assistance sociale et même si cela ne fait pas partie de la lutte elle-même, les réponses aux urgences de la population marginalisée sont primordiales. Cela permet par la même occasion de s'organiser et cela est utile aussi pour clarifier les conflits et pour obtenir l'adhésion d'un nombre plus grand de personnes.

LES TACTIQUES DE LA NON-VIOLENCE ADAPTEES A L'EPOQUE ACTUELLE

Même si les actions doivent être étudiées dans leurs détails par les groupes, adaptant les idées générales à chaque situation, ces quelques questions sont à prendre en compte :

- S'exposer le moins possible à la confrontation, afin d'éviter que les forces de répression ne fassent usage de la violence.
- Ne pas offrir de " chèques en blanc " aux forces de répression. Lors de barrages de route par exemple, on prévoira des entrées et sorties par divers endroits.
- Utiliser tous les aspects légaux, afin d'éviter la répression et déstabiliser. Lors des obstructions de routes, des opérations " tortue ", des boycotts, des actions de saturation de l'administration publique et privée, des grèves, on veillera à être dans la légalité.

Ces précautions ont pour objectifs de protéger les personnes, de permettre à ceux qui sont moins impliqués de se joindre à l'action et de générer de la sympathie dans la société, par l'ingéniosité des tactiques utilisées.

A de nombreuses reprises, malgré les actions, le Gouvernement ne répondra pas aux exigences, mais le Mouvement Social se renforcera et on obtiendra plus d'aide de la population pour résoudre les nécessités de base.

Il est important de travailler en équipe, sans leader personnalisé, car ceux qui usent de la répression peuvent les détecter, les emprisonner pour un motif quelconque et ainsi fragiliser les groupes.

Il est probable que les gouvernements légiféreront pour rendre les actions illégales, invoquant l'atteinte à la "convivialité sociale normale". Il s'agira donc d'expliquer ce qui est légal et ce qui est légitime, précisant que lorsqu'il y a marginalisation, le droit à se rebeller est toujours légitime.

Le mode d'organisation est important car les méthodes utilisées requièrent de l'entraînement et parce que tous les participants doivent savoir clairement que le recours à la violence est prohibé. Notons que si le nombre de participants dépasse la capacité organisatrice du Mouvement, des épisodes honteux de violence pourraient se produire, comme ce fut le cas à Chauri Chaura, avec Ghandi.

Nous proposons une idée qui concerne l'aide que le pouvoir économique pourrait apporter aux chômeurs et aux marginalisés. Les banques, les multinationales, les grandes entreprises ainsi que les politiciens, qui s'enrichissent sur le dos des gens, peuvent être sollicités pour donner des aliments, des médicaments et offrir tous types de services. Cette demande à leur intention serait une façon de les désigner, bien que cela ne veuille pas dire que la lutte se terminerai t parce qu'ils donneraient l'aumône (ce qu'ils feront de toute façon difficilement). Il sera nécessaire de continuer à pointer les armes de la non-violence vers eux, par le boycott, le ralentissement du fonctionnement normal des entreprises, dans le but de leur faire perdre de l'argent ; c'est-à-dire continuer à frapper là où cela les touche.

Il faudra aussi essayer de faire la plus grande propagande possible sur toutes les actions, afin que l'opinion publique sache ce qui est en train de se faire et de tracer un chemin face à la confusion généralisée. Il est possible qu'en procédant ainsi, les forces commencent à s'ajouter. Il est possible que lorsque la population verra qu'il s'agit d'une lutte pour la défense de ses droits, elle comprendra que lorsque ces droits sont bafoués, il en reste un, ultime : le Droit à la Rébellion.

SYNTHESE

- Tout être humain a droit, par le simple fait de naître, à un travail, à la santé, à l'éducation et à un lieu pour vivre dignement.
- Tout Gouvernement qui ne prend pas les décisions politiques nécessaires pour garantir ces droits à tous les citoyens, viole les droits de l'homme, que ce soit par action ou par omission.
- Aucun Gouvernement, même s'il invoque son pouvoir délégué par le vote populaire, ne peut exécuter des décisions politiques qui attentent à ces droits, et toutes les lois qu'elles sanctionnent et appliquent dans ce sens manquent de légitimité.
- Toute personne dont les droits humains fondamentaux sont violés a le droit de se rebeller contre l'ordre établi qui soutient ou favorise cette violation.
- Aucune personne n'a le droit d'exercer une violence, de quelque type que ce soit, sur une autre personne. Pour que les actes de rébellion contre l'ordre établi soient à leur tour légitimes, ils devront donc être encadrés par la méthodologie de la non-violence active.

- Face au système complexe de relations d'intérêts dans le système social actuel, les droits de l'homme sont souvent violés. La cause directe en est l'accumulation de richesses entre les mains d'une minorité, ainsi que la passivité de l'État devant une telle injustice. En conséquence, la lutte non-violente doit "secouer l'échiquier" de cette organisation sociale qui marginalise les personnes, en dirigeant sa lutte vers le pouvoir économique et financier et les gouvernements complices.
- Cette action déstabilisatrice envers le système, tant qu'elle n'attaque pas les personnes, doit être interprétée comme non-violente. Il y aura bien sûr des personnes qui seront affectées par les dites actions non-violentes, mais ceci ne peut être interprété comme une attaque personnelle, sinon comme une conséquence du mauvais fonctionnement du système social qui marginalise une partie de la population. Le système marginalise beaucoup de personnes et déstabilise ainsi toute la population. La combinaison marginalisation et stabilité (désirée par ceux qui vivent bien) ne sera possible tant qu'il existera l'injustice et l'intentionnalité humaine luttant contre elle.
- Les secteurs proches du pouvoir, affectés par les actions non-violentes, chercheront à adapter la légalité pour rendre ces actions délictueuses et les réprimer. Il sera donc nécessaire d'adapter l'organisation du Mouvement Social, pour prévenir une telle répression.
- La violence, non seulement est illégitime mais également inutile, parce qu'elle mène à une voie sans issue qui permet aux gouvernements d'augmenter la répression, forçant les " rebelles " à se fragiliser et à se désagréger. La violence produit un rejet auprès de la population et enlève la légitimité à ceux qui se rebellent. Par contre, les tactiques non-violentes génèrent de la sympathie et la répression supprime de la légitimité aux gouvernements qui usent de cette répression.
- La tactique non-violente doit, si possible, se développer sans confrontation puisque celle-ci mène à l'escalade de la violence et à une voie sans issue. Quand le Mouvement Social regroupera suffisamment de personnes organisées, toute action, si petite et inoffensive qu'elle puisse paraître, multipliée par des millions, sera imparable.

G.S., le 28 juillet 2001

Guillermo A. Sullings

Argentin, économiste, membre fondateur du Parti Humaniste d'Argentine en 1984, au sein duquel il a occupé diverses fonctions. Il a développé de nombreuses études sur la situation économique en Argentine et en Amérique Latine. En 1999, il créa la Fondation Aconcagua et rédigea l'étude " Au-delà du Capitalisme : l' Economie Mixte ".